

TRUMP & l'avenir de l'Occident

Partie 1 : La constellation

Roland Benedikter

« Après le *brexit* et cette élection, tout semble à présent possible., Le monde s'effondre devant nos yeux. » Ainsi « *twitta* » [*gazouilla, ndt*] l'ambassadeur français aux USA, Gérard Araud, au sujet de la victoire électorale de Donald Trump dans les premières heures du 9 novembre dernier.

Avec « le monde », Araud avait à l'esprit la constellation jusque-là de l'Ouest et des démocraties. Avec « s'effondre » il décrivait l'éventuelle fin des accords transnationaux, de plus en plus vastes ces dernières années, qui caractérisaient l'impulsion globale des démocraties occidentales, depuis le début de la phase de maturation de la globalisation, avec la chute du Mur de Berlin en 1989 et la fin de l'ancien conflit Ouest-Est en 1990. Le centre de gravitation mondial de cette phase d'union, d'intégration et d'élargissement, reposait à l'Ouest avec son alliance des démocraties, dont l'ordre international était à garantir par le rôle, d'associées aux USA en tant que puissance militaire et celui de ces derniers d'alliés à l'Europe, en tant que puissance civile. Cette phase pourrait bien régresser à présent vers une ère de ré-isolement des nations, de dé-globalisation et d'affaiblissement ou bien même de suppression sectorielle du droit international et d'un évidement des accords transatlantiques. Cela, Donald Trump, l'a annoncé d'avance comme programme de son temps de fonction, afin de « rendre l'Amérique de nouveau grande ».

La combinaison du *brexit* avec Trump et la montée des parties de protestation populiste, anti-européenne et anti-globalisante dans les nations européennes qui, — tout particulièrement le 4 décembre dernier, se tournèrent contre des réformes nécessaires en Italie et qui forcèrent à la démission le premier ministre pro-européen Matteo Renzi, — pourraient encourager dans les années qui viennent la re-nationalisation de l'ordre international et le retour au premier rang des modèles de traités bilatéraux dans la communauté internationale. Avec cela, l'Occident, et avec lui l'idée de démocratie globale, seraient nettement affaiblis, et le rôle des grandes nations régies par l'ordre semi-démocratique ou autoritaire, comme la Chine, la Russie ou la Turquie (y compris ce qu'on appelle les « démocraties non-libérales », « démocraties hybrides » ou encore « démocraties incomplètes ») s'en verraient renforcées. Avec l'entrée en fonction de Trump, l'Ouest, et avec lui aussi la communauté globale des pleines démocraties, qui représentent déjà aujourd'hui une minorité dans le monde, se retrouvent de fait devant une révolution, à laquelle personne ne se serait jamais attendu il y a quelques mois encore.

1. L'ère Trump 2017-21 : Ce trouve-t-on devant une césure historique dans l'histoire de l'Occident et avec cela de l'idée de démocratie globale ?

Le 21 octobre, le porte avion suranné, russe et encore tout poussif de ses chaudières au charbon, l'*Amiral Kousnetzov* (Адмирал флота Советского Союза Кузнецов) traversa la Manche — selon des sources du gouvernement anglais — sur ordre personnel du président Poutine, selon lequel la flotte, forte de dix navires, devait passer bien en vue des côtes anglaises.¹ De nombreux Russes et quelques citoyens occidentaux comprirent le message de manière tout aussi instinctive que l'intention de leur président Vladimir Poutine, au contraire des observateurs, : Le *brexit* — le vote de la Grande Bretagne pour une sortie de l'UE, le 23 juin 2016 — marque une césure à l'Ouest. La traversée de la Manche par la première flottille russe de guerre de cette sorte, depuis des décennies, en dehors de leur domaine de sécurité immédiat, fut le message globalement perçu que la Russie pense à approfondir désormais cette césure à son

¹ I. Drury et al. : *It's Putin's Russian rustbucket! How the 30-year-old ageing aircraft carrier that sailed menacingly close to Britain is in a very poor condition and frequently plagued by breakdowns. [C'est le tas de rouille russe de Poutine! Comment le porte-avions âgé de trente ans qui faisait route à proximité des côtes anglaises est en très mauvaise condition et souffre fréquemment de pannes à répétition]* Dans *Daily Mail* UK, 22 octobre 2016 ; <http://www.dailymail.co.uk/news/article-3861166/It-s-putine-s-Russian-rustbucket-30-year-old-ageing-aircraft-carrier-sailed-meancungly-close-Britain-poor-condition-frequently-plagued-breakdowns.html>.

propre avantage et aux détriments de l'Europe et de l'Occident. Se liait avec cela le message singulier celui-là, adressé à la Grande-Bretagne, qu'elle se trouve désormais isolée et donc attaquable, en comparaison d'avant et malgré son appartenance à l'OTAN, — et que la Russie devait venir à sa rencontre en étant plus forte. Ce message fut au moins autant important — avant tout cette fois que celui destiné à ses propres contemporains et ceux qui doutaient de Poutine en Russie — de l'engagement guerrier en Syrie, vers lequel véritablement la flotte était en route. Comme toujours, Poutine avait empaqueté intelligemment ces deux messages dans le même paquet et au bon moment — comme lors de signaux de politique étrangère, lorsqu'on tente toujours de ficeler ensemble plusieurs niveaux d'interprétation, qui rendent le message d'autant plus fortement interprétable par sa multi-signification et sa multi-dimensionnalité : avant tout afin de maintenir « plus souples » ses propres actions suivantes.

La signal de la Russie à la Grande-Bretagne, l'Europe et l'Ouest, tombe dans une phase de renouvellement des relations entre l'empire de Poutine et le candidat à l'entrée en Europe, la Turquie, toujours ballottée entre guerre contre la terreur et dictature. L'intention est claire : Au moyen d'un renforcement des relations trilatérales, le milieu — à savoir l'Europe — devrait être affaibli et placé sous pression à partir de 2017 et plus tandis que, non seulement l'entrée en fonction de Trump, mais plus encore aussi des élections directives, qui vont avoir lieu en Allemagne et en France, probablement aussi en Italie, donc dans toutes les trois grandes nations de l'Euro-zone, ainsi que les Pays-Bas. Si à l'occasion les partis de protestation, populistes de droite — et aussi en conséquence de par leur nature même, anti-occidentaux — devaient y poursuivre leur avancée, l'Ouest menace — avec la recul annoncé des USA de Trump d'en partager la responsabilité — de s'effondrer de l'intérieur.

Poutine et d'autres meneurs, semi-démocrates à tendances autoritaires comme Recep Rayyip Erdogan en Turquie, flairent une nouvelle brise matinale après les événements historiques du 23 juin 2016 et l'élection de Trump, le 8 novembre 2016. Ils voient en effet leurs thèses se confirmer, à savoir que les démocraties sont fondamentalement « faibles » et inclinent à la décadence, c'est pourquoi un « pouvoir clair » est meilleur — une attitude qu'entre temps les USA confirment aussi avec Trump. L'année 2016 prouve, selon la vision de Poutine et d'Erdogan, que les démocraties se sapent elles-mêmes sur la durée, parce que la majorité tôt ou tard choisit l'auto-destruction sous la forme des populistes et démagogues [ou des joueurs de casino de la *res publica* que sont devenus des hommes politiques comme l'ancien maire de Londres, *ndt*] — avant tout dans des époques d'une dichotomie état-pays devenant aiguë et d'inégalités croissantes, en conséquence de la globalisation néolibérale, qui remplit d'angoisse les classes moyennes des démocraties occidentales. Dans la menace (perçue) du fait du déclin social et du changement démographique sur la base des migrations non régulées, qui sont attribuées à l'euro-périsation et à la globalisation, la classe moyenne sanctionne — largement en indépendance des sujets et des faits [et simplement parce que faute d'un *chouia* de démocratie directe, on ne lui permet plus de s'exprimer que tous les quatre ans ! *ndt*] — ses élites et l'*establishment* démocratique, qu'elle rend responsables de cela, et choisit des rhétoriciens anti-*establishment*, opposants au système, populistes et nationalistes. Ainsi la vision des potentats « forts » remet en cause le principe de la démocratie occidentale et l'idéologie, « plus sérieuse » et « plus profonde » qui lui est sous-jacente, de la trans-nationalité, du pluralisme, de la multi-culturalité et de l'individualité — et l'unité occidentale de l'Ouest devient plus faible, la domination globale de l'Occident flageole, en outre — car elle est remise en cause depuis des années, en effet, par la montée de la Chine.²

À partir de la vision de Poutine et d'Erdogan, c'est cette connaissance que révéla, de manière éruptive, l'année catastrophique de 2016 avec « la rupture des frontières de l'Europe »³, laquelle, dans leur manière de voir, rendit évidentes, même aux Européens eux-mêmes, les asymétries intérieures et l'impuissance extérieure du projet européen, par les conséquences du *brexit* et du choix de « l'anti-système » Trump aux

² R. Benedikter & V. Nowotny : *Chine, état et perspectives du nouvel acteur politique mondial*. Springer Politikwissenschaft, Berlin 2014, <http://www.springer.com/la/book/9781461493624>

³ L. Kaelin : *Europ's broken Borders. How to manage the refugee crisis [Les frontières brisées de l'Europe. Comment gérer la crise des réfugiés]* dans *Foreign Affairs*, septembre 2, 2015, <http://www.foreignaffairs.com/articles/western-europe/2015-09-2/europes-broken-borders>

USA. Cela mène éventuellement à un tournant de la politique mondiale, non pas par des conflits extérieurs ou des déphasages économiques, mais plutôt à partir de la dynamique intérieure elle-même globale et occidentale. Ainsi, se présentait-elle devant les yeux des politiciens qui l'avaient prophétisée pour l'Occident depuis si longtemps — sans à peine y croire eux-mêmes — à partir de ses propres qualités mêmes. L'élection de Trump, le 8 novembre en fut pour eux, après le *brexit* du 23 juin, la confirmation importante. Et tout cela ironiquement, carrément au beau milieu d'une phase de faiblesse vis-à-vis des régimes autoritaires de la Russie, de la Chine et de la Turquie. Vinrent s'y adjoindre des montées populistes en Hongrie, Pologne, Pays-Bas, Allemagne et France et l'échec du référendum sur la réforme politique du 4 décembre en Italie, qui précipita le gouvernement réformateur de Matteo Renzi et qui fut attribué par lui-même et la plupart des observateurs, pareillement au populisme qui monte à l'Ouest et à l'anti-transnationalisme « post factuel ». Dans le cas de Renzi c'était l'anti-européisme avec une résistance croissante contre l'Euro qui, après une phase d'incubation d'une décennie et demie semble avoir paralysé entre temps plutôt qu'encouragé les pays européens du Sud, car une monnaie unitaire, sans unité gouvernementale, devient à la longue insaisissable et asymétrique, pour pouvoir fonctionner de la même façon pour tous ceux qui y prennent part.⁴

2. Deux causes primordiales au cœur de la démocratie occidentale : le « mouvement des malheureux » et « l'épidémie de fausses nouvelles »

Que l'Occident actuel soit en danger fondamentalement en raison de ses propres développements intérieurs, c'est ce que prononçaient en décembre 2016, les diagnostics concordants des deux protagonistes de l'année 2016, qui avaient perdu contre cette combinaison du populisme, du nationalisme et de la « post-facticité » : David Cameron et Hillary Clinton.

L'ancien premier ministre britannique pro-européen analysait — comme dans le même temps la candidate à l'élection à la présidence américaine du parti démocrate qui échoua, Hillary Clinton — les éléments les plus importants des événements historiques du 9 décembre dans un discours devant des étudiants sur l'année révolutionnaire de 2016 et ses perspectives dans le cadre d'un congrès à l'université Depauw intitulé : « *Les événements historiques de 2016 et où allons-nous à partir de là* » (« *The Historic Events of 2016 and Where We Go From Here* »). C'était le premier discours de Cameron, après qu'il se fut retiré, à la suite du *brexit* comme premier ministre en juin et comme parlementaire en septembre. L'essence de son analyse la voici : l'Occident souffre de populismes qui ne se soucient pas du tout de vérité, oui car ils considèrent la vérité, en s'aidant des nouveaux médias sociaux comme d'un bien d'altération. Il subit cela du fait qu'en lui-même, il y a un « mouvement des malheureux » de plus en plus large : ceux qui, dans les démocraties occidentales, se tournent vers le nationalisme, la rhétorique de la simplification et le purisme éthique, parce qu'ils perçoivent de ce transnationalisme et de cette globalisation plus d'inconvénients que d'avantages pour eux. La combinaison du « mouvement des malheureux » d'avec les populistes, qui ne s'en tiennent pas aux faits, serait la raison du *brexit* et de l'élection de Trump.⁵ La perspective de Cameron c'est que l'Occident sera dominé dans la phase historique actuelle par le mouvement croissant « des malheureux », de ces perdants de l'effondrement des frontières et de la globalisation. La classe moyenne se retrouve en face

⁴ K. Biedenkopf : *le chemin vers l'Euro. Les stations d'une chance ratée : mémoires choisies*, Hertie School of Governance, Berlin 2015. Voir R. Benedikter : *L'Europe ne peut pas rester ce qu'elle est. Enseignement tiré de la crise de la dette européenne ; unité de gouvernement, union fiscale et religion civile européenne. Tentative d'une vision d'ensemble*. Avec une préface de Matthias Schäfer, directeur de l'équipe de politique économique de la fondation Conrad Adenauer de Berlin. Série d'écrits de la fondation Conrad Adenauer de Berlin et Saint Augustin ; édité en plein par Matthias Schäfer, Berlin 2013, <http://www.kas.de/wf/de/33.33897/> et http://www.kas.de/wf/doc/kas_33897-544-1-30.pdf?130325164828 ainsi que R. Benedikter : *L'avenir des cultures financières du 21^{ème} siècle*, dans *Débat* initial de Berlin. Revue pour le discours de science sociale éditée par la Société pour la recherche en science sociale et journalisme, Berlin, 22^{ème} année, cahier 3/2011, Berlin 2011, pp.103-119.

⁵ BBC News : *Cameron defend decision to call Brexit referendum*, 9 décembre 2016, <http://www.bbc.com/news/uk-politics-38261534>

d'une concentration de capital de plus en plus forte dans les mains de moins en moins de gagnants de la globalisation. Or, on ne devrait justement plus laisser personne derrière soi dans la globalisation.

Cameron textuellement dans le détail :

« La décision du brexit et l'élection de Trump sont un mouvement de ceux qui sont malheureux (« a movment of unhappiness [chagrin et tristesse, ndt]»). Le populisme m'a coûté mon job. Ces trois événements : le référendum du brexit, l'élection du président Trump, le référendum en Italie — je suis certain que les gens écriront sur eux comme sur un mouvement de chagrin et d'inquiétudes sur l'état du monde. Un mélange d'arguments économiques et culturels a influencé aussi bien le vote britannique comme celui des USA, tandis que celui en Italie dépend plus de l'Euro. La manière dont 2016 entrera dans l'histoire, dépendra de ce que les figures politiques dirigeantes feront prochainement. S'ils restent la tête dans le sable et disent : cela passera et nous ferons bientôt comme nous avons toujours fait jusqu'à présent, alors 2016 sera considérée plus tard comme un croisement de chemin. Mais si, comme je le crois, cela arrivera, que nos démocraties seront suffisamment souples et nos figures politiques suffisamment attentives, alors les corrections des problèmes seront entreprises — des corrections de cours, comme je les appelle. Nous devons donc veiller, avec plus d'énergie, à aider ceux qui sont abandonnés derrière nous. »⁶

Dans cette constellation, Cameron prévoyait en outre des difficultés croissantes pour l'Euro :

« Si les figures dirigeantes ne choisissent pas cette option — peut-être avant tout en Europe —, alors 2016 pourrait bien entrer dans l'histoire comme quelque chose de très différent. Je crois [en particulier] que l'avenir de l'Euro reste en suspens. Je prévois d'autres difficultés pour l'année qui vient. Cela ne fonctionne pas comme on s'y est efforcé jusque-là. Certains pays ont vécu une perte de croissance pendant des décennies. Ces pays avaient une monnaie commune, mais ils n'avaient pas de systèmes économique, financier, et d'imposition communs. Cela crée de plus grandes disparités. Aux USA, il y a des moyens de garantir qu'après une mauvaise année, moins d'impôts soient payés et des programmes fédéraux soient mis en œuvre. En Europe, des arrangements de ce genre n'existent pas. »⁷

Cameron n'a pas mentionné dans son discours, il est vrai, que lui-même entretient des comptes dans des paradis fiscaux ce qui, dans le champ avancé du *brexit*, contribua à sa délégitimation et au renforcement du populisme. Il n'a pas dit non plus qu'il est décidément responsable, avec sa politique de « l'économie d'en haut » — laquelle — se situant dans la digne succession du « *Trickle down economics* » de Margaret Thatcher — n'a pas modernisé mais a au contraire encouragé Londres, au détriment des régions occidentales, et plongé d'autres parties de la classe moyenne dans « l'état malheureux », dans l'ensemble de la sphère anglo-saxonne. La « *Trickle down economics* » énonce, à la suite des idéologies néo-libérales de l'ère Reagan-Thatcher dans le monde anglo-saxon (à la différence de l'état providence européen) jusqu'à aujourd'hui que les riches doivent s'enrichir de plus en plus, parce qu'ensuite, sans résistance, quelque chose de leur richesse « se met à suinter vers le bas », sur tous les autres [Comme la manne du désert ! Ben voyons ! Quoi !!ndt].⁸ Cela s'est avéré faux, tant en Grande Bretagne qu'au USA, quand bien même de différentes façons et dans des mesures différentes : en Grand Bretagne — laquelle, à l'exception de son système de santé à demi-socialiste, n'est pas un état providence — la classe moyenne peut de moins en moins gagner sa vie sur le pays en raison de la concentration des capitaux dans les centres, ce à quoi contribue avant tout la spéculation immobilière et financière de Londres. Aux USA, par contre, dans l'ère Obama du 20 janvier 2009 jusqu'au 19 janvier 2017,

⁶ *Ebenda.*

⁷ *Ebenda.*

⁸ Voir entre autre T. Sowell : “*Trickle down Théory*” and “*Tax Cuts for the Rich*” Hoover Institution Press, Publications n°635, Tranford University 2012, http://media.hoover.org/sites/default/files/documents/Sowell_TrickleDown_Final.pdf. Voir Hoover Institution: Thomas Sowell discute son essai: « *Trickle down Theory* » and « *Tax Cuts for the Rich* » 17 Septembre 2012, <http://www.hoover.org/research/thomas-sowell-duscusses-his-trickle-down-theoy-and-tax-cuts-rich>. [La « trickle down theory » de Margaret Thatcher — *to trickle* veut dire « couleur goutte à goutte » et ici c'est le « goutte à goutte » qui compte ! — est la théorie selon laquelle « l'argent des plus riches finit par profiter aux plus pauvres », malheureusement sauf si, par exemple, cet argent est planqué au Luxembourg, un paradis fiscal pour les entreprises, dont l'actuel président de la Commission européenne a été le premier ministre pendant 21 ans. ndt]

des millions d'emplois de la classe moyenne, des *jobs* bien payés, furent métamorphosés en « *jobs-à-un-dollar* ». Les deux ensemble menèrent à une crise du monde démocratique anglo-américain (atlantique), qui est, avec le *brexit* et Trump, le noyau véritable de la crise au cœur de l'Occident actuel, en retour de quoi les états providences de l'Europe continentale n'ont pas encore éprouvé véritablement une percée des populistes — ce qui est une raison du vote d'amputation de la Grande-Bretagne. Cameron n'a pas dit non plus en quelles modifications de structure du système capitaliste actuel, peut consister concrètement la solution exhortée pour « ne plus laisser derrière nous ceux qui sont si malheureux »

Hillary Clinton, par contre, mit en exergue — quelque peu dans le même temps, lors de son discours à Washington D.C., à l'occasion de la cérémonie d'adieu au président, jusque-là, du parti démocrate, Harry Reid, lors de l'une de ses premières ré-apparitions publiques depuis l'échec électoral du 8 novembre — la « post-vérité » serait devenue un facteur décisif dans la société des médias de l'Occident — qui, selon son opinion, aurait résolument contribué à son échec et à l'élection de Trump.

Elle confirma ainsi le choix du terme de « *Post-Truth* », un terme couronné par les « *Oxford-Dictionaries* »⁹, le 16 novembre dernier : « mot de l'année », dans les sphères anglo-saxonnes. Presque simultanément, la *Société pour la langue germanique*, le 9 décembre 2016, désignait le terme « post-factuel » [*Post-faktisch*], mot allemand de l'année 2016¹⁰. « L'adjectif décrit des situations, dans lesquelles l'opinion publique est moins influencée par des faits objectifs que bien plus par un recours aux sentiments et convictions personnelles, dit-on dans un extrait de la rubrique [conformément à l'espace anglophone] du dictionnaire. Propulsé par une montée des médias sociaux comme sources d'informations dans une défiance croissante à l'égard des faits qui sont offerts par l'*establishment*, le concept de *post-factuel* a gagné peu à peu du terrain depuis quelques années, comme le *Oxford-Dictionaries-Chef*, Casper Grathwohl, en a justifié la raison... Avant tout en relation avec le référendum sur une sortie de la Grande Bretagne de l'Europe et de l'élection présidentielle aux USA, le concept a connu une culmination. »¹¹ Ou bien encore, dans les termes des agences de presse européennes : « « Post-factuel » est le mot qui a accompagné comme aucun autre ces deux événements. »¹²

Clinton analysa conformément à cela qu'une *fake news epidemic* [épidémie de fausses informations], une épidémie du « post-factif » ou « épidémie de falsifications », sape désormais les démocraties occidentales — ceci en premier lieu au moyen d'*Internet* et des médias sociaux *online*. Une « Post-vérité » aurait, pour la première fois dans l'histoire moderne des médias de masses, résolument co-décidé au moyen d'une propagande de fausses informations diffusées sur *Internet* et de piratages informatiques, au profit de Donald Trump. Avec cela un virage est intervenu dans l'association des médias et des nouvelles technologies, qui commencent à mettre en danger la démocratie elle-même — et pas seulement dans la position actuelle jusqu'à présent de l'Occident dans le monde.¹³

Clinton textuellement :

⁹ Tagesschau.de : Élection de *Oxford Dictionaries* « post-factuel » est le mot de l'année, 13.11.2016, <http://www.tagesschau.de/ausland/wort-101.html>.

¹⁰ Tagesschau.de : Société pour la langue germanique : « Post-factuel [*Post-faktisch*] est le mot de l'année, 09.12.2016, <http://www.tagesschau.de/inland/wort-des-jahres-101.html>.

[L'élément comique que vous pouvez tout de suite constater ici, vous français et frères latins, c'est le fait que notre chère Hillary parle de *post-truth*, à savoir « post-vérité » en français mais, **et c'est là la différence** entre « anglo » et « saxon », ce dernier traduit cette locution par *post-faktisch*, à savoir « post-factuel ». Autrement dit une « anglo », parlant de « vérité » est interprétée par un « saxon » comme un fait. Alors que nous, latins dépassés de l'ancienne âme d'entendement et de raison, la vérité c'est l'élément essentiel de la phrase du Christ : « je suis le chemin, la vie et la vérité ». On est donc là à cent lieux du véritable concept vivant de la vérité quand on est tout simplement de banals nominalistes ! *ndt*]

¹¹ Tagesschau.de : Choix des *Oxford Dictionaries*, à l'endroit cité précédemment.

¹² APA (Austria Presse Agentur — Agence de presse autrichienne) « Post-factuel [*Postfaktisch*] » est mot de l'année, 09.12.2016, <http://www.tagesschau.de/inland/wort-des-jahres-101.html>.

¹³ BBC news : « *Hillary Clinton warns of « fake news epidemic* », 9 décembre 2016, <http://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-38258967>.

« Nous devons aujourd'hui agir urgemment pour stopper la diffusion d'informations fausses dans le monde. Il s'agit d'une épidémie avec des conséquences pour le monde réel, qui menace la démocratie d'Amérique. Le secteur privé et celui public doivent combattre les innombrables fausses nouvelles, le mélange de propagande et d'histoires mal intentionnées, qui ont été répandues systématiquement durant l'année 2016. »¹⁴

Comme des commentateurs l'expliquèrent :

« Clinton fut elle-même la cible de ces fausses informations (« *Fake news* »), y compris ce qu'on a appelé l'histoire du *pizzagate*. Celles-ci présentaient, pendant la campagne électorale et de manière fautive, qu'un cercle de pédophiles impliquant de soi-disant hauts responsables du parti démocrate, opérait à partir d'un restaurant de pizzas à Washington. Le 5 décembre 2016, un homme fut arrêté, après avoir tiré une salve de fusil à l'intérieur du restaurant. L'agresseur dira plus tard qu'il avait seulement voulu « enquêter lui-même » pour savoir si les informations étaient vraies. Personne ne fut blessé en l'occurrence.¹⁵ « Cela étant, il est évident que de telles « fausses informations » (« *fake news* ») peuvent avoir des conséquences pour le monde réel », déclara Clinton aux parlementaires sur la colline du Capitole. « Il ne s'agit pas ici de politique ou de parti politique. Ici des vies sont risquées. La vie d'êtres humains normaux qui tentent seulement de maîtriser leurs jours, de faire leur travail, de produire une contribution pour la société. C'est à présent le devoir des personnes dirigeantes comme de celles privées de se rencontrer et de se lever pour défendre notre démocratie et des vies innocentes », ajouta Clinton en plus. »¹⁶

3 . « Post facticité » et acteurs extérieurs

De fait : De fausses informations dans de nombreuses campagnes électorales de 2015 à 2016, au plus fortement reposant sur *Internet* — et aussi pour cette raison, les plus salissantes de tous les temps — ont déclaré sans effet la règle du jeu démocratique jusqu'à présent agissante — pas seulement de la correction politique —. Et plus encore, ce jeu a fait disparaître des limites sensibles pour la persistance d'une société ouverte.

Et cette tendance, qui est tout particulièrement à lire nettement au moyen de la campagne de Trump, consiste à traiter au second rang des faits, en regard d'inventions et opinions privées et une réalité en regard de l'apparence.¹⁷ Cela pourrait déplacer des échelles de mesures démocratiques, parce que cette campagne avec ses multiples violations de tabous, dont la persistance n'a jamais été retenue pour possible jusqu'à présent, — vue ainsi — c'est un précédent

C'est à peine à prendre en compte comme un hasard que les services secrets américains, la CIA, dans le « sillage » de l'exigence de Barack Obama de vérifier des rapports correspondants, rendirent public, le 10 décembre, le fait qu'il était vraisemblable que les élections américaines, d'une part eussent été piratées (par *Wikileaks*) du côté des services secrets russes — ou éventuellement par d'autres services secrets — en dévoilant des informations internes contre Clinton et, d'autre part, on eût agi activement au profit de Trump en manipulant les mécanismes du vote électronique.

¹⁴ *Ebenda*.

¹⁵ BBC News : « *Pizzagate : Gunman fires in restaurant at centre of conspiracy* », 5 décembre 2016, <http://www.bbc.com/news/world-us-canada-38205885>.

¹⁶ BBC news : « *Hillary Clinton warns of « fake news epidemic* », à l'endroit cité précédemment.

¹⁷ R. Benedikter : *Campagne électorale US : un concours entre réalité et satire. Essai politique, dans Politik & Communication Magazine* spécialisé d'Allemagne pour la communication en politique, édition *online*, thème central : les élections présidentielles américaines, 21 octobre 2016, Berlin 2016, pp.1-6, <http://www.politik-kommunikation.de/ressorts/artikel/wettstreit-zwischen-reality-und-fake-news-710831536>.

« C'est le résultat de l'investigation des services secrets que le but de la Russie était d'aider ici un candidat à vaincre l'autre, pour préciser, d'obtenir l'élection de Trump », a déclaré un fonctionnaire de haut rang dans une audition officielle de l'activité des services secrets face aux Sénateurs. » C'est la vision consensuelle » (*That's the consensus view*) [à l'intérieur des services secrets américains].¹⁸ Des services secrets occidentaux, parmi lesquels ceux allemands, redoutent après le « succès » manifeste de cette stratégie, d'autres attaques d'acteurs non-occidentaux au moyen de cette triple tactique de campagnes de fausses informations, d'attaques et de harcèlement organisé et de piratages informatiques, pour orienter les élections en Europe, en France, en Allemagne et aux Pays-Bas au cours de 2017.¹⁹

Donald Trump rejeta cette communication de la CIA, comme la plupart des faits qui ne convenaient pas à son concept, en rétorquant, sans prendre en compte les faits ou l'état des preuves, avec « l'argument », tout aussi simpliste que désarmant, « qu'il n'y croyait pas ! ». « On ne sait pas si c'est la Russie, la Chine ou bien sinon quelqu'un qui se trouve dans son lit — ils n'en ont aucune idée. Il est impossible de savoir cela »²⁰, déclara Trump. Un argument aucunement socratique, mais bien plutôt anti-logique. Trump déclara à la même occasion qu'il n'avait plus besoin, en tant que président, des informations quotidiennes de la part des services secrets comme tous les autres présidents dans l'histoire, car il était « une personne intelligente », « qui n'a pas besoin de la même chose de la même façon pendant huit années durant »²¹.

Comme toujours, cet « argument simpliste », comme tous ceux qui tout aussi paralogiques qu'insaisissables, laissèrent désemparés ses opposants comme l'opinion publique-US jusqu'à présent, mais aussi la rationalité publique de l'Occident — telle était d'ailleurs exactement l'intention d'une « telle argumentation ». Post-facticité en culture pure, aussi après l'élection et aussi de la part d'un Trump apparemment « apuré » après l'élection. Il est vrai que d'autres membres de son propre camp, qui se trouvent en face de lui plus que très panachés, comme l'influent sénateur John McCain, président solidement éprouvé, une décennie durant, de la commission de sécurité du Sénat et dans la campagne électorale l'un des opposants principaux de l'intérieur de son parti à Donald Trump, parlèrent d'un « des plus sérieux sons de cloche pour tout Américain, si ces rapports sont exacts »²². Le 12 décembre, le Congrès-US annonça à la demande de plusieurs députés républicains et démocrates une « enquête parlementaire sur les présumés piratages informatiques de la Russie pendant la campagne des élections présidentielles »²³ — en dépit d'un motif de présomption d'irrégularités, qui s'avèrent intenable, un recomptage des voies est resté sans résultat, dans l'état du Wisconsin et a essuyé le refus du tribunal en Pennsylvanie et au Michigan.²⁴ « Les meneurs de la majorité Républicaine au Sénat et à la Chambre des Représentants, Mc Connell et Ryan quant à eux déclarèrent que « toute intervention étrangère dans les élections-US est parfaitement inacceptable ». Mais quant à mettre en place une grande commission d'enquête, telle que celles lors du scandale du *Watergate* ou bien de l'attaque du 11 septembre 2001, par exemple, les dirigeants de la majorité en ont exclu quant à eux l'opportunité. »²⁵

¹⁸ A. Entous, E. Nakashami and G. Miller: *National Security: Secret CIA assessment says Russia was trying to help Trump win White House*. Dans : *The Washington Post*, 9 décembre 2016, http://www.washingtonpost.com/world/national-security/obama-orders-reveiw-of-russian-hacking-during-presidential-campaigne/2016/12/0931d6b300-be2a-11e6-94ac-3d324840106c_stpry.html?utm_term=.54826ae88a37.

¹⁹ K. Mössbauer et J. Röpcke: *Krem-Chef will Merkel loswerden: Putins hybrider Krieg gegen unsere Wahl [Le chef du Kremlin veut faire perdre Merkel: La guerre hybride de Poutine contre nos élections]* dans *Bid Zeitung online*, 09.12.2016, <http://www.bild.de/politik/inland/wladimir-putin/propaganda-putin-1merkel-usa-49025840.bild.html>.

²⁰ BBC News : *Donald Trump rejects CIA Russian hacking report*, December 11, 2016, <http://www.bbc.com/news/world-us-canada-38282533>.

²¹ *Ebenda*.

²² *Ebenda*.

²³ APA : *Enquête sur des attaques de piratage informatique*, 12.12.2016.

²⁴ APA : *Wisconsin : Trump reste vainqueur*, 12.12.2016.

²⁵ APA : *Enquête sur des attaques de piratage informatique*.

Comme toujours, les démentis de Trump se produisirent si vite qu'une réflexion sérieuse de son équipe dût être impossible. Et comme depuis le début de son combat électoral, voici un an et demi, il les associa par des attaques durables à forfait — « d'envie », « de défense du système » « d'injustice » — sur les médias sérieux d'imprimerie et télévisuels.²⁶ Dans son ensemble, la combinaison des raisons citées par Cameron et Clinton, comme les raisons les plus importants du *bretxit*, de l'élection de Donald Trump et de la montée d'un populisme nationaliste, devrait se présenter comme passablement exacte.

4. D'autres raisons pour la spirale des inquiétudes, de l'anti-système et de l'anti-establishment en Occident

Pour récapituler, Cameron, Clinton et d'autres ont analysé correctement dans leur bilan de décembre de l'année révolutionnaire 2016 :

Si la combinaison issue de l'inquiétude de la globalisation, du populisme de droite, et de la re-nationalisation sur la base d'une montée des peurs de la classe moyenne et laborieuse et d'une post-facticité systématiquement organisée, laquelle provient en partie de sources non-occidentales — selon une stratégie à long terme de heurts orientés contre l'Ouest dans les médias *online* — et si à l'avenir éventuellement par dessus le marché elle n'est pas stoppée, ce qui a été jusqu'à présent l'Occident pourrait devenir bientôt de l'histoire. Car il pourrait se produire dans ce cas qu'il se dissolve de lui-même de l'intérieur ; au moyen de mécanismes démocratiques — comme l'année 2016 devait les rendre évidents aussi par le truchement de citoyens dernièrement amorphes, insoucians ou passifs. Avec cela l'évolution historique depuis les années 1990 se retrouverait possiblement dans cette disposition — pour le moins dans des parties importantes, ou bien même dans les régions cœurs que l'Occident, n'a pas encore identifiées explicitement jusqu'à présent.

À cela se rajoutent encore d'autres raisons qui ont massivement renforcé ces facteurs de sape des certitudes démocratiques occidentales, lesquelles se sont mis en place depuis ces dernières années. Ce serait sensé — pour le dire avec David Cameron — de ne pas (encore) parler d'une spirale de la peur mais au contraire, d'une spirale de l'inquiétude dans la classe populaire moyenne d'Occident.

« Premièrement, la chute du Mur provoqua, paradoxalement, une faiblesse de la communauté transatlantique ou selon le cas — au sens le plus large — de l'Occident. Avec le Mur tomba aussi l'ordre géopolitique bipolaire traditionnelle, dans lequel il n'y eut d'autre alternative qu'une collaboration étroite de l'Europe d'avec les États-Unis. Certains avaient accepté, inconsidérément, que l'effondrement de l'Union soviétique fût aussi une occasion favorable d'échapper à l'influence trop puissante des USA. L'évolution symétrique de ces deux super-puissances et l'intégration européenne progressant rapidement, ont entraîné l'illusion que l'Europe deviendrait, dans un nouveau monde multipolaire, une force dominante de valeur égale, sinon dirigeante parmi les super-puissances. C'était comme si nous avions oublié, en un instant et depuis fort longtemps, qu'en politique il se s'agit pas seulement de statistiques économiques. Comme nous le savons précisément, la politique c'est d'abord, et avant tout, la faculté de protéger son domaine de souveraineté dans un système de valeurs. Aujourd'hui, nous nous trouvons devant une dure confrontation globale qui comprend l'ensemble du spectre des instruments politiques ; idéologie et propagande, argent et ressources énergétiques, cyber-attaques et menaces militaires. De ce fait, l'avenir de la démocratie libérale est remis en cause.

Nous ne devrions pas oublier que nous voyons naître des puissances dans l'entourage de l'Europe, qui défendent d'autres valeurs que les nôtres ou des états qui ont échoué dans lesquels quotidiennement c'est la terreur et l'anarchie. Par trop souvent, nous écoutons alors les déclarations d'opinions venant de Moscou, Pékin ou bien Téhéran, qui remettent en cause nos valeurs fondamentales. Pour n'en désigner qu'un exemple : il y a seulement quelques jours, le prix de la paix Confucius fut remis à Robert Mugabe. Je ne suis pas sûr que Confucius se fût réjoui du choix de cet impéteur.

²⁶ BBC News : Trump condemns CIA Russian Hacking report, 12 décembre 2015, <http://www.bbc.com/news/world-us-canada-38292392>.

Le maintien des accords de Schengen me semble aussi important que d'autres aspects du problème des réfugiés. Je voudrais nettement expliquer ici que nous ne sauverons pas Schengen, que nous ne sauverons pas notre Europe sans frontières intérieures, que nous ne la sauverons pas si nous ne renforçons pas les frontières extérieures de l'Europe. Ne nous en faisons pas accroire qu'avec la chute du Mur de Berlin, la nécessité des frontières n'est pas automatiquement en soi disparue — des frontières, qui définissent l'espace de notre liberté européenne. »²⁷

Et Tusk continue en extrapolant à partir de la vision actuelle foncièrement réaliste :

« Des frontières extérieures ne sont pas nécessairement synonymes à des murs. Il s'agit à l'occasion beaucoup plus d'une combinaison d'infrastructures et de politiques complexes qui requièrent un engagement sagace de soft power, de forces économiques et de hard power, par exemple, comme des sas et pour imposer nos règles et lois. Il s'agit d'une politique qui protège l'Europe — non pas des réfugiés, qui ne sont que des victimes qui ont besoin d'aide, mais de ceux-là qui ont causé cette exode et veulent l'exploiter pour leurs propres intérêts. Si nous voulons remettre l'Europe en situation de poursuivre sa propre politique migratoire, y compris de transferts de populations, nous devons maintenir des contrôles à nos frontières extérieures. Des frontières devraient y être érigées là où c'est possible, où il y a des partenaires prêts à collaborer. Avec cela je veux dire essentiellement les états balkaniques et la Turquie. Mais rien ne nous dispense du devoir de nous soucier de nos propres frontières. Nous ne pouvons pas dépendre d'états tiers qui se laisseraient enrôler pour le contrôle de nos frontières, pendant que nos mains et notre conscience morale resteraient pures. Avec cette politique complexe, les courants de migrations devraient être maintenus le plus loin possible de nos frontières, suspendus ou tout au moins réduits de manière perceptible. Pour cela il faut un changement de paradigme dans la politique européenne de migration. Eu égard à l'ampleur sans exemple des courants migratoires vers l'Europe, nous devons simplement dire : l'Europe ne peut pas accueillir tous les êtres humains qui veulent venir à nous. »²⁸

Les paroles d'exhortation de Tusk, de novembre 2015, semblaient finalement démontrer entre autre les arrivées record de 2016 en Italie — et donc un an après la leçon de l'année catastrophique 2015 — avec non seulement en dépit de tous les débats internes de l'UE, des arrivées record inchangées mais même de nouvelles arrivées record de l'année 2016 atteignant presque le chiffre des 200 000 arrivées nouvelles rien qu'en Italie, dans leur grande majorité des émigrants économiques du Sahara noir, et non pas des réfugiés de guerre²⁹ — ce qui a causé en même temps résolument, de fait, la chute de Renzi³⁰. Ironiquement Renzi s'était plaint d'être resté abandonné par la Communauté européenne dans le problème des migrants et avait exigé des corrections dans la solidarité transnationale.³¹

Rien que l'incapacité à trouver une position commune dans le problème des réfugiés et des migrants en 2014-2016, plaça l'UE dans son épreuve de déchirement la plus grande et la plus profonde de toute son histoire jusque-là. La question de la migration et des réfugiés, dans la mesure où elle persistera inchangée mettra l'Europe largement à la disposition d'une dissolution effective, avant tout chez les jeunes générations qui en jugeront moins diplomatiquement les faits d'efficience coopérative que beaucoup plus à l'appui direct des phénomènes immédiats.

Aux USA, par contre, c'était à coté des débats pareillement virulents d'immigration, de démographie et ethniques, le déclin entre villes et campagnes ainsi qu'entre les côtes et les régions intérieures, qui —

²⁷ Conseil Européen : Conseil de l'Union Européenne : allocution du président Donald Tusk au Dicours de l'Europe à Berlin, 10/11/2015, <http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2015/11/09/-tusk-speech--europa-rede/>.

²⁸ Ebenda.

²⁹ APA : Arrivées record en Italie : plus de 195 000 dans l'années 2016, 11.12.2016.

³⁰ R. Benedikter : *Italie : Stratégies, défis et perspectives d e la troisième plus grand puissance économique de l'Eurozone ? L'agenda des réformes de Matteo Renzi 2014-2016 et le chemin de la seconde à la troisième République*. Springer Verlag, Série science politique, Berlin 2017.

³¹ Voir à ce propos aussi R. Benedikter : *L'Italie de Matteo Renzi et le référendum de réforme de l'automne 2016 : une nation en révolution*. Fondation Conrad Adenauer, Série rapports sur les pays, FCA bureau extérieur Itamie, Rome, 5 septembre 2016, <http://www.kas.de/wf/doc/20117-1442-1-30.pdf>.

comme dans d'autres démocraties dans le monde — menait à une rupture de plus en plus forte, en particulier dans le monde anglo-américain dépendant des côtes au sens le plus largement global du terme : c'est la déclivité entre les gagnants (villes) et les perdants (campagnes) de la globalisation qui a décidé de la victoire de Trump — et cela pourrait provoquer certaines causes de ruptures aussi dans les états prospères de l'Europe continentale après le *brexït* dans le cadre d'un « moment » historique.

Les Nations Unies s'exprimèrent aussi par la suite sur les raisons globales — même si, comme souvent, trop vastement et de manière trop indifférenciée, mais cependant concrètement juste :

« Le commissaire aux Droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a mis en garde contre une « progression de la rhétorique fascisante » dans certaines parties de l'Europe et aux USA. Il a blâmé des crises comme la guerre de Syrie, la « violence épouvantable » aussi des groupes extrémistes comme les milices de l'EI [« État » islamique, *ndi*], le changements climatiques, la discrimination et l'inégalité économique. Le refus de s'occuper de ces problèmes mène à ce que les gens deviennent réceptifs aux populistes qui sèment la peur et répandent de fausses informations. »³²

Il est vrai qu'avec cela rien n'a été dit encore du rôle et de l'efficacité de l'ONU — qui leur sont directement confiés de manière programmatique — dans la lutte contre de telles anomalies transnationales globales et évolutions manquées.

5. Sape de soi de l'Occident à partir de sa logique propre : exemple de la technologie de l'avenir

Un facteur parmi d'autres cause des soucis avant tout à long terme : la sape de soi de l'Occident et l'idée d'une démocratie globale au moyen de sa propre dynamique interne. Un exemple en est l'innovation technologique, qui se retourne en partie contre le système démocratique, duquel elle vient pourtant juste de jaillir originellement.

C'est un fait : Beaucoup tiennent l'*Internet* comme la découverte mondiale la plus importante de la troisième révolution industrielle et pour le moteur le plus important de la manière de vivre socialement, depuis la chute du Mur de Berlin en 1989 et même plus important encore pour le processus de globalisation à l'instar du politique, de l'économique et de la tradition culturelle. Mais précisément cet *Internet* semble — pour le moins dans les deux ou trois dernières années — s'être révélé comme un agent de plus en plus déterminant du changement au profit du populisme, par le truchement de la post-facticité. Et il semble avoir progressivement transformé avec cela, son statut et son idéologie de « démocrate radical » et de « démocrate sélectif » — manifestement sans que la plupart de ceux qui l'utilisent comme allant de soi l'eussent remarqué.

Un fait concret ressort de la vision actuelle : sans *Internet* la peur devant un « déclin » ne se serait pas répandue de cette manière — tout d'abord admis seulement plutôt par les classes inférieure et moyenne que par tous les observateurs des élections — lequel, dans sa forme populaire a, dans les faits réels, à peine eu lieu³³ jusqu'à présent. Mais il put apparaître comme un prophétie³⁴ s'étant elle-même réalisée, consécutivement à l'élection de l'année 2016. Sans *Internet*, il y eût tout aussi peu l'actuelle vulnérabilité des USA « à partir du réseau lui-même », et avec cela l'innovation fondamentale de l'Occident — qui avait justement pris naissance à partir de ces USA — mais qui désormais n'existe plus seulement à l'Ouest —

³² APA : ONU : « Évidemment des droits de l'homme », 08.12.2016.

³³ J. Joffe : *The Myth of America's Decline. Politics, economics and a Half Century of False Prophecies [Le mythe du déclin de l'Amérique. Politique, économie et un demi siècle de fausses prophéties]*, New York[liveright] 2013. Voir M. Moynihan : *SundayQ&A, Josef Joffe on the Myth of American's Decline*. Dans: *The Daily Beast*, 17 novembre 2013, [http://www.thedailybeast.com/articles/2013/11/17/sunda-q-a-josef\(joffe-on-the-miyth-of-american-deline.html](http://www.thedailybeast.com/articles/2013/11/17/sunda-q-a-josef(joffe-on-the-miyth-of-american-deline.html).

³⁴ *21st Century New Liberal : Is América's Decline a self-fulfilling prophecy ?*, 19 octobre 2014, <http://www.21stcenturynewliberal.blogspot.it/2014/10/isamericas-decline-sel-fulfilling.html>.

peut-être, entre temps même, se voit infiltré et co-déterminé dans des phénomènes de pratiques jusqu'à un certain point par de forces qui ne sont plus occidentales.

D'une certaine manière, en conséquence de cela, la productivité d'innovation historique unique de l'Occident démocratique — qui n'a jamais existée auparavant — en particulier celle de sa nation directrice, les USA, veille depuis les années 1990, sous la forme de l'*Internet*, à ce que soit exporté le rôle dirigeant incontesté de l'Occident pour quelques décennies et avec cela, l'idée de la démocratie globale — parce que d'autres nations démocratiques, qui ne le sont pas du tout ou bien restent hybrides ou semi-démocratiques, s'étaient bien appropriées la technologie en question, mais pas du tout l'idée démocratique « cybernétique », qui est derrière et parce que, pour des raisons démocratiques, les USA ne purent pas ou ne voulurent pas non plus contrôler l'*Internet*³⁵

La question est donc, dans quelle ampleur la technologie occidentale future est bonne pour la société du présent et du futur démocratique³⁶ [de l'Ouest] et peut l'être dans les années à venir. C'est une question de principe qui doit être placée au centre de la discussion sur l'avenir de l'Occident et des idées de démocratie globale. Elle fut posée pour la première fois à l'aube de la quatrième révolution technologique et du « grand bon civilisateur en avant » (« *great big leap* »), c'est-à-dire depuis la combinaison d'*Internet* avec l'ordinateur au début des années 1990, aussi politiquement de principe et dans cette dimension.

Le penseur sur la technologie connu, Om Malik, a déclaré, dans un article récent de la revue **New Yorker**, que la *Silicon Valley* exhibe un vide empathique. « La rapidité, avec laquelle le changement a lieu, précède largement nos facultés humaines pour que nous puissions les assimiler. La *Silicon Valley* doit réfléchir plus fortement aux effets de ses innovations sur les êtres humains, qui considèrent l'avenir avec beaucoup d'inquiétude. Om Malik relie la tension générale (*anxiety* [angoisse]) au sujet de la technologie [du futur] avec la résolution au *brexit* de la Grande Bretagne et l'ascension de Donald Trump. Nous avons entendu beaucoup de choses sur un futur, dans lequel les emplois sont menacés par l'automatisation et l'intelligence artificielle — mais nous avons cru que ce fût là un avenir bien lointain. Tout à coup, il semble que ce soit devenu un souci très présent pour des millions d'êtres humains. »³⁷

En considération de tous ces aspects et sous le point de vue de la symptomatologie historique, ce ne peut-être pas si foncièrement par hasard que la Chine eût planifié de 2016 à 2018, la reconstruction complète du *Titanic* à son échelle de grandeur originelle. On veut donc imiter jusque dans ses moindres détails un symbole mondialement connu qui met en garde, face à une bien trop grande euphorie eu égard à la combinaison de démocratie, société ouverte, élargissement global et technologie. Même le naufrage du bateau est censé se voir simulé avec moult dépenses pour les visiteurs du parc chinois à sensations ainsi planifié. Cela se produit — comme toujours dans la nouvelle puissance chinoise, qui opère encore non-démocratiquement, ni à la hauteur des yeux — à partir de multiples raisons astucieusement et logiquement combinées de la **Номенклатура** [Nomenclatura, *ndl*] « d'état socialiste », pour comprendre en réfléchissant par après, afin de copier et de s'approprier quelque chose en le refaisant afin d'anticiper spirituellement, mais aussi pour exposer, à l'intention de ses citoyens, un symbole négatif largement visible de l'Occident et donner avec cela la direction de la bonne évolution censée se produire : à savoir, selon l'*élite* chinois actuelle en tout cas, absolument pas dans celle d'une démocratie occidentale³⁸.

³⁵ D. E. Sanger and S. Shane: *Russian Hackers Acted to Aid Trump in Election, U.S. Says*, dans **The New York Times** 9 Décembre 2016, <http://www.nytimes.com/2016/12/09/us/obama-russia-election-hack.html>.

³⁶ R. Cellan-Jones : *Tech Tent : Is Technology good for us ?* dans : **BBC News**, 9 décembre 2016, <http://www.bbc.com/news/technology-38262915>.

³⁷ *Ebenda*.

³⁸ Travelbook : *Les chinois font du naufrage du Titanic une attraction*, 8 décembre 2016,

<http://www.travelbook.de/wel/originalgetreue-chinesen-kopie-titanic-katastrophe-als-touri-attraktion-852128.html>.

[C'est maintenant qu'il faut rappeler ici que selon Rudolf Steiner en cas de l'échec de la mission spirituelle de l'Europe, à savoir non réalisée dans l'esprit de l'action du Christ en tant que Représentant de l'humanité harmonisant l'Occident et

Dans l'ensemble il faut constater une interaction de mouvements globaux, comme le populisme, l'anti-globalisation et la re-nationalisation pour l'actuelle évolution de la constellation de l'Occident : une symptomatologie historique de problèmes fondamentaux de la dynamique capitaliste, qui fut trop longtemps négligée par l'Occident — et qui sont à présent à aborder à fond, si la position des idées de démocratie globale, doit être conservée.

(À suivre : **Partie 2** : « **L'ascension de Trump, son agenda et les perspectives** » dans le prochain numéro de *Sozialimpulse*)

Sozialimpulse 4/2016.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Roland Benedikter est professeur fondateur pour l'analyse politique multidisciplinaire au Centre Willy Brandt de l'Université de Wrocław/Breslau, chercheur affilié au Centre l'Edmund Pellegrino de l'Université Georgetown Washington D.C., servant de la fondation du prix Toynbee de Boston et membre à temps plein du Club de Rome. De 2009 à 2013, il fut chercheur affilié au centre européen de l'Institut Freeman Spogli pour les études internationales de l'Université de Stanford (Californie) et de 2008 à 2015, Chercheur boursier pour l'analyse politique multidisciplinaire de l'*Orfalea Center for Global and International Studies* de l'Université de Californie à Santa Barbara, et de 2008 à 2012, *Full Academic Fellow* à l'Institut Potomac pour les études politiques de Washington D.C. et de 1995 à 2003 il fut actif dans le Sud Tyrol et la politique européenne. Courriel : rolandbenedikter@yahoo.de

l'Orient, dans la coupe du Graal spirituel européen, la Chine reprendra simplement le relais de l'évolution spirituelle de l'humanité. *ndt*]

Signes du temps

« Il n'y a pas une Amérique, mais deux ! » Une interview de Roland Benedikter par Petra Grasslitter

Quatre-vingt-cinq pour cent, disait-on. Avec 85% de vraisemblance, Hillary Clinton deviendra la première présidente élue en Amérique du Nord. Les bureaux de votes furent fermés et l'Europe alla se coucher. Lorsqu'elle se réveilla, le lendemain, Donald Trump était au sommet. Et il y restera. Cela vaut d'abord d'être clarifié. C'est ce qu'essaie de faire Roland Benedikter, ici en conversation avec Petra Grasslitter.

Petra Grasslitter : L'Occident n'y croit pas, les médias n'y croient pas, les instituts de sondages n'y croient pas. À présent, et malgré cela, Trump est président. Qui y comprend encore véritablement quelque chose ?

Roland Benedikter : La démocratie américaine se trouve manifestement dans une révolution largement plus profonde que la plupart d'entre nous l'ont jugée. Les classes moyenne et inférieure ont peur de la globalisation et du changement démocratique — pensez donc à la montée des *Latinos* et des *Asiatiques*, avec la tendance que, comme prédite pour la Californie, les Blancs qui deviennent la minorité. Les classes blanches moyenne et inférieure haïssent l'élite, la classe politique du pays, comme jamais auparavant. Et elles voient s'évanouir le rêve américain, la possibilité, de créer à partir de sa propre énergie. Ces gens voient Trump comme une issue. Un homme sans programme, simplement comme une personne. Trump ne fut pas élu malgré ses scandales, mais au contraire justement pour cette raison, parce qu'il s'est fait un nom complètement à côté — et qu'ainsi il rompait apparemment avec le système en place jusque-là.

Grasslitter : Qu'est-ce que cela signifie en relation avec l'état de la Société-US ?

Benedikter : Qu'on ne peut plus embrasser du regard la division des USA. Il n'y a pas, aujourd'hui, **une** Amérique, mais **deux**, au contraire, qui se sont face à face et inconciliables : l'Amérique des gagnants de la globalisation, dans les villes et les centres et l'Amérique des perdants de la globalisation, les régions rurales et des périphéries. Cette fois-ci campagnes et périphéries ont gagné.

Grasslitter : Qu'est-ce que cela veut dire au plan de la politique mondiale ?

Benedikter : Au premier coup d'œil, l'élection de Trump est un choc pour la communauté mondiale des démocraties. Il est partisan d'un recul vers l'état national traditionnel et a des pratiques gouvernementales fortement centrées sur la personne. S'en réjouissent seulement Marine Le Pen, en France, Vladimir Poutine en Russie, Recep Tayyip Erdogan en Turquie et la direction étatique de la Chine. Car ils savent bien : Trump regarde en premier lieu l'Amérique. Les USA, sous lui, se retireront plutôt des contextes internationaux et relâcheront les alliances. L'Europe et l'Occident s'affaibliront plutôt et la Russie, la Chine et d'autres états autoritaires — indirectement — se renforceront. Toujours à présupposer que Trump transpose ses déclarations en grande partie confuses et changeantes.

Grasslitter : On entend pas mal parler ces jours-ci d'une époque post-factuelle : les faits ne comptent plus, mais au contraire le sentiment. Trump a tant menti, non pas comme tous les autres candidats ensemble. Des sentiments, bel et bien — mais cela ne peut pas encore être égal pour tout un chacun.

Benedikter : Du fait que le président dispose d'un tel pouvoir aux USA, l'élection est rattachée à sa personnalité par la force des choses : on veut précisément savoir qui est cette personne et on consacre presque deux ans de campagne électorale pour le découvrir. Les médias enflamment ceci : en Amérique, avant tout depuis le montée d'*Internet*, c'est une démocratie du *show* médiatique [*le m'as-tu-vu, ndt*] qui domine aux USA pour laquelle il s'agit de taux d'écoute. Depuis des années, le développement va de plus en plus dans la direction que la personne — la *celebrity* — compte plus que les thèmes concrets. De nombreux médias sont devenus de simples médias d'opinions, qui renforcent leur propre communauté de lecteurs dans leurs propres opinions, mais sans réclamer de leur part une confrontation critique avec un thème concret. Seul devant son ordinateur, le consommateur de médias devient son propre expert — et il choisit plutôt à partir du ventre, étant donné qu'il forme son opinion lui-même devant l'ordinateur. Alors Trump peut marquer des points : il a peu d'intuition politique et à peine un programme, au contraire c'était et c'est en premier lieu un expert en *marketing* de lui-même [par *jacasseries* sur Twitter, *ndt*]. Que malgré cela il est vrai, il soit parvenu à devenir président, en émettant des déclarations ineffables et en brisant des tabous, c'est effectivement une rupture historique d'avec la tradition démocratique américaine, qu'à présent on ne peut pas encore tout à fait évaluer.

Gasslitter : Aux USA, il n'y a pas seulement des médias d'opinions. Ce qu'on appelle les « médias de qualité », comme le *New York Times*, se sont véhémentement exprimés en faveur du choix Clinton. Pourquoi donc ces cris d'alarmes se sont-ils perdus dans le sable ?

Benedikter : Dans cette élection, il s'agissait davantage d'arguments, qui durent d'autant moins ils concernent des sujets concrets dont, en effet, Trump n'en maîtrise absolument aucun. Après Obama, les Américains voulurent tout simplement une rupture claire du système. En même temps, ils furent extrêmement ouverts à l'influence des comptes-rendus d'opinion, par exemple, ceux des FOX-médias. La plupart des autres se trouvaient sous la pression du fouillis des insultes et calomnies réciproques. Le résultat : une victoire de Trump aussi inespérée que totale.

Gasslitter : D'où vient ce désir de rupture [Ségolène aurait dit « ruptitude ou rupt-attitude », *ndt*] du système ? Dans le même temps les taux de popularité d'Obama sont très hauts comme auparavant, voire même plus que pendant une grande partie de son mandat. Comment cela cadre-t-il avec l'ensemble ?

Benedikter : Obama se trouve devant le plus grand tas de pots cassés qu'ait laissé derrière lui un président depuis Nixon. La majorité de la Chambre des Représentants et du Sénat appartient aux Républicains et voilà que la présidence passe aux mains des Républicains. Le bilan des électeurs après huit ans d'Obama est encore aussi une punition totale : l'aversion de tout ce pour quoi il tenait. Il a contribué à faire sombrer le parti démocrate au tant que facteur systémique pour les quatre années à venir. Obama entrera dans l'histoire américaine comme ayant provoqué les plus grandes illusions, avant tout pour les électeurs des Démocrates et les libéraux-US.

Gasslitter : Les Républicains dominent le Sénat et la Chambre des Députés. Quel est le danger de Trump aussi sur cet arrière-plan ?

Benedikter : Pas mal se font effectivement beaucoup de soucis. Le plus grand est assurément intérieur à l'Amérique : la peur que la polarisation augmente dans le pays. Car les Démocrates n'ont plus de pouvoir dans le système démocratique. Ils ne détiennent plus les postes de président, et sont en minorité dans les deux Chambres. En outre ils s'étripent à l'intérieur du parti. Ce qui veut dire : les partisans des Démocrates qui avaient espéré en une Amérique moderne, sont forcés d'entrer dans l'opposition extra-parlementaire. C'est problématique. Ceux qui étaient pour le système — Clinton — doivent à présent agir au contraire du dehors ; et ceux qui étaient contre le système — Trump —, sont à présent au pouvoir. Cela signifie finalement que tous sont d'une manière ou d'une autre contre le système. Le danger de troubles en devient plus grand.

Gasslitter : Et au plan de la politique extérieure ?

Benedikter : La grande inquiétude en politique extérieure concerne de l'affaiblissement éventuel de l'Occident dont j'ai déjà parlé. Si Trump déclenche une tendance qui empêche une collaboration internationale et une évolution transnationale et en revient, classiquement, à l'état national c'est là une césure pour les modèles de régions transnationales en Europe, où il s'agit de construire des ponts entre états nationaux et cultures, à partir d'un esprit européen d'intégration. Trump retient peu de la tradition de l'Occident, et ne la comprend pas encore suffisamment jusqu'à présent. Du transnationalisme, comme avec l'expérimentation de l'UE, il ne retient rien du tout. Mais il y a aussi beaucoup de bonnes nouvelles.

Gasslitter : Lesquelles, pour préciser ?

Benedikter : Premièrement, l'Amérique reste une démocratie. Le président est rattaché à un appareil fonctionnaire gigantesque. Il ne peut pas faire simplement ce qu'il veut. Deuxièmement, ce n'est qu'une question de temps, avant que Trump perde son charme. Il a promis de gigantesques changements dans les plus brefs délais qu'il ne peut pas transposer de cette manière, parce que le président en fonction, à la différence de celui qui est en campagne électorale, doit toujours adopter une position centrale pour maintenir le taux d'assentiment. Troisièmement, la démocratie américaine est résistante. Elle a toujours à se garder sans cesse des constellations unilatérales. Et quatrièmement, Horst Seehofer a raison, nous autres, Européens, sommes les professeurs d'enseignement supérieur de l'ensemble du monde. Trump est démocratiquement élu et cela vaut d'être reconnu. Si nous en restons sous l'effet du choc pétrifiant et de l'angoisse, nous ne pouvons pas avancer.

Gasslitter : Revenons à la politique étrangère : Trump fulmine de phrases comme : « Je vais foutre une bombe sur la gu... de l'IS ». Pourtant a-t-il surtout un programme de politique extérieure ? Commente se comportera-t-il en Syrie comme dans l'Est de l'Ukraine, quel rôle jouera-t-il dans la crise des réfugiés ?

Benedikter : Trump suivra plutôt des lignes contradictoires en politique extérieure: quelques actes symboliques pour impressionner son public de chez lui, dans l'ensemble il s'en tiendra à l'écart. Il va se concentrer sur la politique intérieure. Il a annoncé vouloir renégocier tous les accords de commerce, il veut affaiblir l'OTAN, il veut consciemment être un partenaire déconcertant, comme il dit, pour secouer les autres afin qu'ils « se réveillent ». D'un autre côté, Trump doit affirmer la puissance militaire américaine, pour ne pas perdre en crédibilité. Toujours est-il qu'une grande partie de ses électeurs proviennent de la gentry militaire, elle l'a élu parce qu'il y passe pour un « *tough guy* [dur, ndt]».

Gasslitter : *Qu'en est-il avec la Syrie ?*

Benedikter : Erdogan, Poutine et Assad vont humer la brise fraîche du matin. Il se peut que Trump, pour tenir ses promesses électorales, renforce brièvement l'offensive contre l'I.S. À moyen terme, il se retirera plutôt de la région et exigera que l'Europe s'y implique parce que nous sommes effectivement voisins du Moyen-Orient. Dans cette mesure, une perspective de démocratisation de la Syrie et de l'Irak, ne sera pas meilleure avec Trump qu'actuellement. Plutôt un retour aux anciens régimes. Mais on verra finalement ce que Trump fait sous l'influence de ses conseillers. Ceux-ci deviendront très importants pour lui. D'autres impossibilités de calcul et de tête-à-queue ne sont pas à exclure.

Gasslitter : *Trump passe pour avoir la préférence de Poutine. Combien de temps tiendra cette « amitié d'hommes » ?*

Benedikter : Chaque président répond d'un système. Trump et Poutine ne se connaissent principalement pas en soi. Poutine se réjouit, il est vrai, à bon droit à partir de sa propre vision : par l'élection de Trump, l'Occident devient instable et le rôle de la Russie se voit indirectement renforcé. J'exclus bien entendu une alliance politique directe. La seule et unique chose que je pourrais m'imaginer, ce sont des « *deals* [coups qui rapportent, ndt] » : par exemple, Trump abandonnant à Poutine les sphères d'influence en Syrie et recevant en contre-partie la satisfaction de ses souhaits concernant la Turquie ou bien l'Iran. La même chose pourrait du reste valoir avec la Chine et ses voisins.

Gasslitter : *Des politiciens occidentaux ont eu des paroles très méchantes à l'encontre de Trump avant son élection. C'eût été un « prédicateur de haine », pensait le ministre allemand des affaires étrangères, Frank Walter Steinmeier. Est-ce que de telles déclarations nous retomberont dessus ? Car à présent, on est censés travailler avec lui.*

Benedikter : Entre les USA et l'Europe, beaucoup de choses restent ouvertes à présent. Trump peut plutôt bien passer avec les figures dirigeantes des États est-européens, donc la Pologne et la Hongrie. Il peut ne pas être aimé de Angéla Merkel et François Hollande. Nonobstant, les relations entre les USA de Trump et l'UE se laisseront ordonner de manière professionnelle comme aussi dans le passé.

Gasslitter : *Chacun s'est totalement trompé dans ces élections américaines ; Sondages, médias, experts. On peut déjà dire la même chose du référendum du brexit. L'électeur fait ce qu'il veut. À qui se fier encore à présent ? Vers quoi va-t-on s'adresser ?*

Benedikter : Une question importante et difficile. Je ne vois aucun autre paramètre, à l'heure qu'il est, pour prédire les événements que ceux que nous avons. Néanmoins, l'élection-US a montré que des démocraties deviennent déconcertantes. La manière dont nous percevions jusqu'à présent l'opinion publique démocratique, pluraliste et critique et dont nous en avons relevé les élévations, en effet, tout le réseau de relation entre électeurs, médias et élus, est remis en question avec la victoire de Trump. Des électeurs sont gênés d'avoir ouvertement affirmé leur soutien à Trump avant l'élection, mais dans les urnes, ils ont voté pour lui ensuite. Il en était déjà ainsi du temps de Berlusconi et ce fut aussi le cas aussi pour le *brexit*. Comment rendre mesurable cette contradiction ? C'est le problème devant lequel se trouve l'analyse politique. Et l'autre problème c'est de savoir si cette tendance atteint aussi l'Europe là où, jusqu'à présent, elle n'est pas aussi fortement marquée.

Interview : Petra Gasslitter, stol.it

(Traduction Daniel Kmiecik)